

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 4339

[C — 2010/27256]

22 DECEMBRE 2010. — Décret modifiant l'article 20 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 20 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Tout gestionnaire de réseau doit s'acquitter d'une redevance annuelle auprès des communes, des provinces et de la Région pour occupation du domaine public par le réseau dont il assure la gestion.

§ 2. Pour l'année n et pour une commune donnée, le montant global de la redevance est établi sur base des calculs suivants :

1° pour chaque commune, un montant de base B est calculé selon la formule suivante :

$$B = M \times kWhGR \times F$$

où :

- M = un montant fixe compris entre 0,05 et 0,25 eurocent par kWh, déterminé par le Gouvernement;

- kWhGR = le volume total de gaz injecté dans le réseau en question diminué du gaz transféré sur un autre réseau pour l'année n - 1, ainsi que du gaz prélevé par la commune, par la province et par la Région en tant que clients finals;

$$- F = 0,6 K + 0,4 L;$$

- K = le nombre de kWhgaz relevés par le gestionnaire de réseau, pour le territoire de la commune sur le territoire de laquelle est situé le réseau, hors consommation de la commune, de la province et de la Région agissant comme clients finals, divisé par kWhGR;

- L = la longueur des canalisations de gaz gérées par le gestionnaire de réseau situées sur le territoire de la commune au cours de l'année n - 1 divisée par la longueur des canalisations de gaz gérées par le gestionnaire de réseau en question pour l'année susmentionnée;

2° pour les besoins du calcul dont question au 3° ci-dessous, un pourcentage est déterminé correspondant à la somme des montants B pour les communes ressortissant d'un même gestionnaire de réseau divisée par ses coûts totaux, hors redevance pour l'occupation du domaine public par le réseau gazier, de l'année n pour ce gestionnaire de réseau;

3° une surcharge S est ajoutée aux coûts du réseau. Cette surcharge S est exprimée en un montant par kWh. Celle-ci est déterminée de telle sorte que, pour un client-type de chaque catégorie, l'augmentation de la facture corresponde au pourcentage mentionné au 2° ci-dessus, sans que la surcharge S ne puisse dépasser le montant M;

4° pour chaque gestionnaire de réseau, les surcharges S pour chaque catégorie de clients-type sont multipliées par le volume total de gaz prélevé dans l'année n - 1 par cette catégorie de clients-type, hors consommation de la commune, de la province et de la Région agissant comme clients finals. La somme de ces surcharges R sera le montant global de la redevance due par le gestionnaire de réseau.

§ 3. Le montant global de la redevance R visée à l'alinéa précédent est affecté pour 35 % à la Région, pour 1 % à la province sur le territoire de laquelle est situé le réseau et le solde aux communes sur le territoire desquelles est situé le réseau du gestionnaire de réseau. La répartition du solde vers les communes est faite en multipliant le montant du solde par la division du montant F relatif à une commune par la somme des montants F pour toutes les communes dans lesquelles le gestionnaire de réseau est actif. Dans l'hypothèse où un gestionnaire de réseau desservirait des territoires répartis sur plusieurs provinces, la part revenant à chaque province sera établie proportionnellement en fonction du facteur F appliqué aux communes situées sur ce territoire.

Lors de l'établissement de nouvelles infrastructures de réseau, la redevance est acquittée aux communes, à la (aux) province(s) et à la Région par le gestionnaire de réseau à partir de l'exercice d'imposition de l'année suivant l'année de notification ou permission visée à l'article 19.

§ 4. Le gestionnaire de réseau répercute la redevance de l'année n de manière étalée sur l'année n + 1 en facturant aux fournisseurs une surcharge pour l'utilisation du réseau par leurs clients finals sur base des kWh facturés dans l'année n + 1. La surcharge S par kWh est facturée de la même manière par le fournisseur aux clients finals, excepté les communes, les provinces et la Région en tant que clients finals.

Les différences, positives ou négatives, entre la redevance payée par un gestionnaire de réseau dans l'année n et les montants répercutés par un gestionnaire de réseau sur les fournisseurs dans l'année n + 1 seront ajustées dans la répercussion de l'année n + 2.

§ 5. Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités de perception de la redevance et le recours du gestionnaire de réseau, de la Région, de la province ainsi que de la commune.

Le fournisseur s'abstient de porter en compte, respectivement des communes et provinces agissant comme clients finals et de la Région agissant comme client final, les sommes dues à titre de la redevance visée par le présent article. »

Dispositions transitoire et finale

Art. 2. Par dérogation à l'article 20, § 5, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, tel qu'introduit par le présent décret, et aux articles 2 à 4, 5, § 2, et 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à la redevance pour occupation du domaine public par le réseau gazier, les montants de la redevance pour l'année 2010 par gestionnaire de réseau et par catégorie de clients-type sont ceux mentionnés dans le tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Montant de la redevance pour occupation du domaine public par le réseau gazier

<u>IDEG</u>	kWh totaux de l'année n-1 (2009)	kWh de l'année n-1 (2009) donnant lieu à une exonération	kWhGR année n-1 (2009)	Surchage S (Térme proportionnel en € / kWh)	Montant global de la redevance R
De 0 à 5.000 kWh	10311 005	123 353	10187 652	0,001910	19 458
De 5.001 à 150.000 kWh	626233 495	7833 313	618400 182	0,001910	1181 144
De 150.001 à 1.000.000 kWh	211120 355	33486 157	177634 198	0,001612	286 420
> 1.000.000 kWh	122367 960	21517 902	100850 057	0,000554	55 870
< 10.000.000 kWh	29717 428	0	29717 428	0,000241	7 169
> 10.000.000 kWh	85735 588	0	85735 588	0,000121	10 334
	1085485 841	62960 726	1022525 115		1560 396
IGH					
	kWh totaux de l'année n-1 (2009)	kWh de l'année n-1 (2009) donnant lieu à une exonération	kWhGR année n-1 (2009)	Surchage S (Térme proportionnel en € / kWh)	Montant global de la redevance R
De 0 à 5.000 kWh	59371 755	2391 451	56980 304	0,001910	108 832
De 5.001 à 150.000 kWh	5022578 938	61896 816	4960682 122	0,001910	9474 903
De 150.001 à 1.000.000 kWh	831236 281	233635 314	597600 967	0,001508	901 111
> 1.000.000 kWh	917407 712	115987 979	801419 732	0,000526	421 658
< 10.000.000 kWh	35245 273	1526 279	33718 994	0,000204	6 880
> 10.000.000 kWh	741653 015	13846 586	727806 429	0,000085	61 630
	7607492 975	429284 426	7178208 549		10975 014

INTERLUX

	kWh totaux de l'année n-1 (2009)	kWh de l'année n-1 (2009) donnant lieu à une exonération	kWhGGR année n-1 (2009)	Surchage S (Terme proportionnel en € / kWh)	Montant global de la redevance R
De 0 à 5.000 kWh	1129 001	777 338	351 662	0,001910	672
De 5.001 à 150.000 kWh	169045 015	2432 787	166612 228	0,001910	318 229
De 150.001 à 1.000.000 kWh	57819 169	6788 929	51030 239	0,001910	97 468
> 1.000.000 kWh	73827 890	2385 822	71442 069	0,001092	78 014
< 10.000.000 kWh	8542 539	0	8542 539	0,000413	3 529
> 10.000.000 kWh	144191 652	0	144191 652	0,0000248	35 778
	454555 266	12384 876	442170 390	533 689	

SEDILEC

	kWh totaux de l'année n-1 (2009)	kWh de l'année n-1 (2009) donnant lieu à une exonération	kWhGGR année n-1 (2009)	Surchage S (Terme proportionnel en € / kWh)	Montant global de la redevance R
De 0 à 5.000 kWh	1 4091 021	200 780	13890 241	0,001910	26 530
De 5.001 à 150.000 kWh	1720353 295	16395 444	1703957 851	0,001910	3254 559
De 150.001 à 1.000.000 kWh	299421 323	36793 183	262628 140	0,001769	464 529
> 1.000.000 kWh	222512 270	17092 259	205420 011	0,000639	131 186
< 10.000.000 kWh	28986 844	0	28986 844	0,000325	9 431
> 10.000.000 kWh	498447 088	0	498447 088	0,000138	68 885
	2783811 841	70481 666	2713330 175	3955 121	

SIMOGEL

	kWh totaux de l'année n-1 (2009)	kWh de l'année n-1 (2009) donnant lieu à une exonération	kWhGR année n-1 (2009)	Surchage S (Terme proportionnel en € / kWh)	Montant global de la redevance R
De 0 à 5.000 kWh	4619 963	91 969	4527 994	0,001910	8 648
De 5.001 à 150.000 kWh	413085 502	4995 902	408089 600	0,001910	779 451
De 150.001 à 1.000.000 kWh	75246 673	18823 256	56423 417	0,001910	107 769
> 1.000.000 kWh	134114 716	1016 324	133098 392	0,000682	90 737
< 10.000.000 kWh	11093 114	0	11093 114	0,000677	7 506
> 10.000.000 kWh	658392 987	0	658392 987	0,000352	231 912
	1296552 955	24927 451	1271625 504		1226 023

ALG

	kWh totaux de l'année n-1 (2009)	kWh de l'année n-1 (2009) donnant lieu à une exonération	kWhGR année n-1 (2009)	Surchage S (Terme proportionnel en € / kWh)	Montant global de la redevance R
De 0 à 5.000 kWh	92046 116	361 389	91684 727	0,001910	175 118
De 5.001 à 150.000 kWh	3930235 717	45585 704	3884650 013	0,001910	7419 682
De 150.001 à 1.000.000 kWh	844847 690	184829 457	660018 233	0,001298	856 695
> 1.000.000 kWh	695663 728	87018 727	608645 001	0,000632	384 404
< 10.000.000 kWh	6315 032	0	6315 032	0,000632	3 988
> 10.000.000 kWh	579239 465	0	579239 465	0,000095	55 040
	6148347 748	317795 277	5830552 471		8894 928

Gaselwest
 (communes
 wallonnes de ce
 GRD)

	kWh totaux de l'année n-1 (2009)	kWh de l'année n-1 (2009) donnant lieu à une exonération	kWhGR année n-1 (2009)	Surchage S (Térme proportionnel en € / kWh)	Montant global de la redevance R
'De 0 à 5.000 kWh	3.265.574	4.496	3.261.078	0,001910	6.229
De 5.001 à 150.000 kWh	116.369.520	1.880.407	114.489.113	0,001910	218.674
De 150.001 à 1.000.000 kWh	13.107.741	796.410	12.311.331	0,001910	23.515
> 1.000.000 kWh	27.167.296	0	27.167.296	0,001435	38.973
< 10.000.000 kWh	56.449.954	0	56.449.954	0,000748	42.234
> 10.000.000 kWh	159.311.206	0	159.311.206	0,000229	36.419
	375.671.291	2.681.313	372.989.978	366.044	

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 22 décembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Note

(1) Session 2010-2011.

Documents du Parlement wallon, 315 (2010-2011) - N°s 1 à 5.

Compte rendu intégral. — Séance plénière du 22 décembre 2010.

Rapport oral. — Discussion. Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 4339

[C — 2010/27256]

22. DEZEMBER 2010 — Dekret zur Abänderung von Artikel 20 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 20 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird durch das Folgende ersetzt:

«§ 1. Jeder Betreiber hat bei den Gemeinden, Provinzen und bei der Region eine jährliche Gebühr wegen der Nutzung des öffentlichen Eigentums durch das Netz, dessen Betreiber er ist, zu entrichten.

§ 2. Für das Jahr n und für eine bestimmte Gemeinde wird der Gesamtbetrag der Gebühr auf der Grundlage folgender Berechnungen festgelegt:

1° für jede Gemeinde wird ein Basisbetrag B nach folgender Formel berechnet:

$$B = M \times kWhGR \times F$$

wobei

- M = ein fester Betrag zwischen 0,05 und 0,25 Eurocent je kWh, der von der Regierung festgelegt wird;

- kWhGR = das Gesamtvolumen des in das betroffene Netz eingespeisten Gases, abzüglich des Gases, das im Jahre n-1 einem anderen Netz übertragen wurde, und des von der Gemeinde, der Provinz und der Region in ihrer Eigenschaft als Endverbraucher entnommenen Gases;

- F = 0,6 K + 0,4 L;

- K = die Anzahl kWhGas, die von dem Netzbetreiber für das Gebiet der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Netz befindet, abgelesen worden sind, mit Ausnahme des Verbrauchs der Gemeinde, Provinz, oder Region in ihrer Eigenschaft als Endverbraucher, geteilt durch kWhGR;

- L = die Länge der von dem Netzbetreiber verwalteten Gasleitungen, die sich auf dem Gebiet der Gemeinde im Laufe des Jahres n - 1 befanden, geteilt durch die Länge der von dem Betreiber des betreffenden Netzes verwalteten Gasleitungen für das vorerwähnte Jahr;

2° zwecks der unter nachstehender Nr. 3° stehenden Berechnung wird ein Prozentsatz festgelegt, der der Summe der Beträge B für die Gemeinden entspricht, die durch einen selben Netzbetreiber bedient werden, geteilt durch seine Gesamtkosten (außer der Gebühr auf die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das Gasnetz) des Jahres n für diesen Netzbetreiber;

3° ein Zuschlag S wird den Kosten für das Netz hinzugefügt. Dieser Zuschlag S wird in der Form eines Betrags pro kWh ausgedrückt. Er wird derart festgelegt, dass für einen Standardkunden jeder Kategorie die Erhöhung der Rechnung dem in der oben stehenden Nr. 2° genannten Prozentsatz entspricht, ohne dass der Zuschlag S den Betrag M überschreiten kann;

4° für jeden Netzbetreiber werden die Zuschläge S für jede Kategorie von Standardkunden mit dem Gesamtvolumen des Gases multipliziert, das im Jahre n - 1 von dieser Kategorie von Standardkunden entnommen wurde, mit Ausnahme des Verbrauchs der Gemeinde, der Provinz und der Region in ihrer Eigenschaft als Endverbraucher. Die Summe dieser Zuschläge R ist der Gesamtbetrag der vom Netzbetreiber geschuldeten Gebühr.

§ 3. 35% des Gesamtbetrags der in dem vorangehenden Absatz erwähnten Gebühr R kommen der Region zu, 1% kommt der Provinz zu, auf deren Gebiet sich das Netz befindet, und der Saldo kommt den Gemeinden zu, auf deren Gebiet sich das Netz des Netzbetreibers befindet. Die Verteilung des Saldos zugunsten der Gemeinden erfolgt, indem der Betrag des Saldos mit dem Ergebnis der Teilung des Betrags F für eine Gemeinde durch die Summe der Beträge F für alle Gemeinden, in denen der Netzbetreiber aktiv ist, multipliziert wird. Falls ein Netzbetreiber Gebiete bedienen würde, die sich in mehreren Provinzen befinden, wird der Betrag, der jeder Provinz zukommt, verhältnismäßig je nach dem auf die in diesem Gebiet liegenden Gemeinden angewandten Faktor F festgelegt.

Bei der Anlage neuer Netzinfrastrukturen zahlt der Netzbetreiber den Gemeinden, der bzw. den Provinzen und der Region die Gebühr ab dem Steuerjahr bezüglich des Jahres, das auf das Jahr der in Artikel 19 erwähnten Notifizierung oder Genehmigung folgt.

§ 4. Der Netzbetreiber überträgt die Gebühr des Jahres n auf das Jahr n+1, wobei er sie gleichmäßig verteilt, und zwar dadurch, dass er den Gasversorgern einen Zuschlag in Rechnung stellt für die Benutzung des Netzes durch ihre Endverbraucher auf der Grundlage der im Jahre n + 1 in Rechnung gestellten kWh. Der Gasversorger stellt auf die gleiche Weise den Endverbrauchern, mit Ausnahme der Gemeinden, Provinzen und Region in ihrer Eigenschaft als Endverbraucher, den Zuschlag S pro kWh in Rechnung.

Die positiven oder negativen Unterschiede zwischen der Gebühr, die von einem Netzbetreiber im Jahre n gezahlt wird, und den von einem Netzbetreiber auf die Gasversorger im Jahre n + 1 übertragenen Beträgen, werden in der Übertragung des Jahres n + 2 korrigiert.

§ 5. Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten für die Erhebung der Gebühr und die Einspruchsmöglichkeiten für den Netzbetreiber, die Region, die Provinz sowie für die Gemeinde.

Der Gasversorger verzichtet darauf, die Beträge, die im Sinne der in vorliegendem Artikel erwähnten Gebühr geschuldet sind, den jeweils als Endverbraucher agierenden Gemeinden und Provinzen und der als Endverbraucher agierenden Region zu verrechnen.»

Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 20, § 5 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, so wie durch vorliegendes Dekret eingeführt, und von den Artikeln 2 bis 4, 5 § 2, und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Gebühr auf die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das Gasnetz, sind die Beträge der Gebühr für 2010 pro Netzbetreiber oder pro Kategorie von Standardkunden, diejenigen, die in der vorliegendem Dekret beigefügten Anlage angegeben sind.

Art. 3 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Betrag der Gebühr auf die Benutzung des öffentlichen Eigentums durch das Gasnetz

Ideg	kWh gesamt für das Jahr n-1 (2009)	kWh des Jahres n-1 (2009), die auf eine Befreiung Anspruch geben	kWhGR Jahr n-1 (2009)	Zuschlag S (verhältnismäßiger Faktor in €/kWh)	Gesamtbetrag der Gebühr R
0 bis 5.000 kWh	Rate 1 10311 005	123 353	10187 652	0,001910	19 458
5.001 bis 150.000 kWh	Rate 2 626233 495	7833 313	618400 182	0,001910	118 144
150.001 bis 1.000.000 kWh	Rate 3 211120 355	33486 157	177634 198	0,001612	286 420
> 1.000.000 kWh	Rate 4 1222367 960	21517 902	100830 057	0,000554	55 870
< 10.000.000 kWh	Rate 5 29717 428	0	29717 428	0,000241	7 169
> 10.000.000 kWh	Rate 6 85735 598	0	85735 598	0,000121	10 334
	1035485 841	62960 726	1022325 115		1560396
IGH					
IGH	kWh gesamt für das Jahr n-1 (2009)	kWh des Jahres n-1 (2009), die auf eine Befreiung Anspruch geben	kWhGR Jahr n-1 (2009)	Zuschlag S (verhältnismäßiger Faktor in €/kWh)	Gesamtbetrag der Gebühr R
0 bis 5.000 kWh	Rate 1 59371 755	2391 451	56980 304	0,001910	108 832
5.001 bis 150.000 kWh	Rate 2 5022578 938	61896 816	4960682 122	0,001910	9474 903
150.001 bis 1.000.000 kWh	Rate 3 831236 281	233635 314	597600 967	0,001508	901 111
> 1.000.000 kWh	Rate 4 917407 712	115987 979	801419 732	0,000526	421 658
< 10.000.000 kWh	Rate 5 35245 273	1526 279	33718 994	0,000204	6 880
> 10.000.000 kWh	Rate 6 741653 015	13846 586	727806 429	0,000085	61 630
	7607492 975	429284 426	7178208 549		10975 014

INTERLUX

kWh gesamt für das Jahr n-1 (2009)	kWh des Jahres n-1 (2009), die auf eine Befreiung Anspruch geben	kWhGR Jahr n-1 (2009)	Zuschlag S (verhältnismäßiger Faktor in € / kWh)	Gesamtbetrag der Gebühr R
0 bis 5.000 kWh	Rate 1	1129 001	777 338	351 662
5.001 bis 150.000 kWh	Rate 2	169045 015	2432 787	166612 228
150.001 bis 1.000.000 kWh	Rate 3	57819 169	6788 929	51030 239
> 1.000.000 kWh	Rate 4	73827 890	2385 822	71442 069
< 10.000.000 kWh	Rate 5	8542 539	0	8542 539
> 10.000.000 kWh	Rate 6	144191 652	0	144191 652
		454555 266	12384 876	442170 390
				533 689

SEDLFC

kWh gesamt für das Jahr n-1 (2009)	kWh des Jahres n-1 (2009), die auf eine Befreiung Anspruch geben	kWhGR Jahr n-1 (2009)	Zuschlag S (verhältnismäßiger Faktor in € / kWh)	Gesamtbetrag der Gebühr R
0 bis 5.000 kWh	Rate 1	14091 021	200 780	13890 241
5.001 bis 150.000 kWh	Rate 2	1720353 295	16395 444	1703957 851
150.001 bis 1.000.000 kWh	Rate 3	299421 323	36793 183	262628 140
> 1.000.000 kWh	Rate 4	222512 270	17092 259	205420 011
< 10.000.000 kWh	Rate 5	28986 844	0	28986 844
> 10.000.000 kWh	Rate 6	498447 088	0	498447 088
		2783811 841	70481 666	2713330 175
				3955 121

<u>SIMOGEL</u>		kWh gesamt für das Jahr n-1 (2009)	kWh des Jahres n-1 (2009), die auf eine Befreiung Anspruch geben	kWhGR Jahr n-1 (2009)	Zuschlag S (verhältnismäßiger Faktor in € / kWh)	Gesamtbetrag der Gebühr R
0 bis 5.000 kWh	Rate 1	4619 963	91 969	4527 994	0,001910	8 648
5.001 bis 150.000 kWh	Rate 2	413085 502	4992 902	408089 600	0,001910	779 451
150.001 bis 1.000.000 kWh	Rate 3	75246 673	18823 256	56423 417	0,001910	107 769
> 1.000.000 kWh	Rate 4	134114 716	1016 324	133098 392	0,000652	90 737
< 10.000.000 kWh	Rate 5	11093 114	0	11093 114	0,000677	7 506
> 10.000.000 kWh	Rate 6	658392 987	0	658392 987	0,000352	231 912
		1296552 955	24927 451	1271625 504		
<u>ALG</u>						1226 023
<u>ALG</u>		kWh gesamt für das Jahr n-1 (2009)	kWh des Jahres n-1 (2009), die auf eine Befreiung Anspruch geben	kWhGR Jahr n-1 (2009)	Zuschlag S (verhältnismäßiger Faktor in € / kWh)	Gesamtbetrag der Gebühr R
0 bis 5.000 kWh	Rate 1	92046 116	361 389	91684 727	0,001910	175 118
5.001 bis 150.000 kWh	Rate 2	3930235 717	45585 704	3884650 013	0,001910	7419 682
150.001 bis 1.000.000 kWh	Rate 3	844847 690	184829 457	660018 233	0,001298	856 695
> 1.000.000 kWh	Rate 4	695663 728	87018 727	608645 001	0,000632	384 404
< 10.000.000 kWh	Rate 5	6315 032	0	6315 032	0,000632	3 988
> 10.000.000 kWh	Rate 6	579239 465	0	579239 465	0,00095	55 040
		6148347 748	317795 277	5830552 471		
<u>ALG</u>						8894 928

Gaselwest (Wallonische Gemeinden dieses GRD)	kWh gesamt für das Jahr n-1 (2009)	kWh des Jahres n-1 (2009), die auf eine Befreiung Anspruch geben	kWhGR Jahr n-1 (2009)	Zuschlag S (verhältnismäßiger Faktor in € /kWh)	Gesamtbetrag der Gebühr R	
'De 0 à 5.000 kWh	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3	Tranche 4	Tranche 5	Tranche 6
De 5.001 à 150.000 kWh	3.265.574	116.369.520	13.107.741	27.167.296	56.449.954	159.311.206
De 150.001 à 1.000.000 kWh						
> 1.000.000 kWh						
< 10.000.000 kWh						
> 10.000.000 kWh						
	3.261.078	1.880.407	796.410	0	0	2.681.313
	0,001910	0,001910	0,001910	0,001435	0,000748	372.989.978
	6.229	218.674	23.515	38.973	42.234	36.419
						366.044

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 22. Dezember 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

Note

(1) *Sitzung 2010-2011.*
Dokumente des wallonischen Parlaments, 315 (2010-2011) - Nrn. 1 bis 5.
Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Plenarsitzung vom 22. Dezember 2010.
Mündliche Berichterstattung. — Diskussion. Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

N. 2010 — 4339

[C — 2010/27256]

22 DECEMBER 2010. — Decreet tot wijziging van artikel 20 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 20 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt wordt vervangen als volgt :

« § 1. « Elke netbeheerder betaalt aan de gemeenten, de provincies en het Gewest een jaarlijkse bijdrage voor het gebruik van het openbaar domein door het net waarvan hij het beheer waarneemt.

§ 2. Voor het jaar n en voor een gegeven gemeente wordt het globale bedrag van de bijdrage berekend als volgt :

1° voor elke gemeente wordt een basisbedrag B berekend aan de hand van volgende formule :

$$B = M \times kWuGR \times F$$

waarbij :

- M = een vast bedrag tussen 0,05 en 0,25 eurocent per kWu, bepaald door de Regering;

- kWuGR = het totale gasvolume geïnjecteerd in bedoeld net min het gas dat op een ander net is overgedragen voor het jaar n - 1, alsook het gas opgenomen door de gemeente, de provincie en het Gewest als eindafnemers;

- F = 0,6 K + 0,4 L;

- K = het aantal kWu gas opgenomen door de netbeheerder, voor het grondgebied van de gemeente waarop het net gelegen is, excl. verbruik door de gemeente, de provincie en het Gewest die als eindafnemers optreden, gedeeld door kWuGR;

- L = de lengte van de op het grondgebied van de gemeente gelegen gasleidingen beheerd door de netbeheerder in de loop van het jaar n - 1, gedeeld door de lengte van de gasleidingen beheerd door bedoelde netbeheerder voor voornoemd jaar;

2° voor de berekening bedoeld in 3° hierboven wordt een percentage bepaald dat met de som van de bedragen B overeenstemt voor de gemeenten die onder dezelfde netbeheerder ressorteren, gedeeld door zijn totale kosten, excl. bijdrage voor het gebruik van het openbaar domein door het gasnet, van het jaar n voor die netbeheerder;

3° een extralast S wordt aan de kosten van het net toegevoegd. Die extralast wordt uitgedrukt in een bedrag per kWu. Ze wordt bepaald zodat de verhoging van de factuur voor een type-afnemer van elke categorie overeenstemt met het percentage bedoeld in 2° hierboven, waarbij de extralast S niet hoger mag zijn dan het bedrag M;

4° voor elke netbeheerder worden de extralasten S voor elke categorie type-afnemers vermenigvuldigd met het totale gasvolume opgenomen in het jaar n – 1 door die categorie type-afnemers, excl. verbruik door de gemeente, de provincie en het Gewest als eindafnemers. De som van die extralasten R is het globale bedrag van de bijdrage verschuldigd door de netbeheerder.

§ 3. Het globale bedrag van de bijdrage R bedoeld in het vorige lid is voor 35 % bestemd voor het Gewest, voor 1 % voor de provincie op het grondgebied waarvan het net gelegen is en het saldo voor de gemeente op het grondgebied waarvan het net van de netbeheerder gelegen is. Het saldo wordt onder de gemeenten verdeeld na vermenigvuldiging van het saldo bedrag met het resultaat van de deling van het bedrag F betreffende een gemeente door de som van de bedragen F voor alle gemeenten waar de netbeheerder actief is. Indien een netbeheerder grondgebieden bedient die zich over verschillende provincies uitstrekken, wordt het aandeel dat aan elke provincie toekomt evenredig vastgelegd naar gelang van de factor F toegepast op de gemeenten die op dat grondgebied liggen.

Bij de aanleg van nieuwe netinfrastructuren betaalt de netbeheerder de bijdrage aan de gemeenten vanaf het aanslagjaar dat volgt op het jaar van kennisgeving of vergunning bedoeld in artikel 19.

§ 4. De netbeheerder wentelt de bijdrage van het jaar n op verspreide wijze af op het jaar n + 1 door de leveranciers een extralast aan te rekenen voor het gebruik van het net door hun eindafnemers op basis van de kWu gefactureerd in het jaar n + 1. De extralast S per kWu wordt de eindafnemers op dezelfde wijze door de leverancier aangerekend, behalve de gemeenten, de provincies en het Gewest als eindafnemers.

De verschillen, positief of negatief, tussen de bijdrage betaald door een netbeheerder in het jaar n en de bedragen afgewenteld door een netbeheerder op de leveranciers in het jaar n + 1 worden in de afwenteling van het jaar n + 2 bijgestuurd.

§ 5. De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de inning van de bijdrage en voor het instellen van een beroep door de netbeheerder, het Gewest, de provincie, alsook de gemeente.

De leverancier ziet ervan af om de gemeenten, de provincies en het Gewest, die als eindafnemer optreden, de sommen aan te rekenen die verschuldigd zijn als bijdrage bedoeld in dit artikel. »

Overgangs- en slotbepalingen

Art. 2. In afwijking van artikel 20, § 5, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, zoals ingevoerd bij dit decreet, en van de artikelen 2 tot 4, 5, § 2, en 6 van het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 betreffende de bijdrage wegens gebruik van het openbaar domein door het gasnet, zijn de bedragen van de bijdrage voor het jaar 2010 per netbeheerder en per categorie type-afnemers de bedragen vermeld in de tabel die bij dit decreet gaat.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Bedrag van de retributie voor de bezetting van het openbaar domein door het gasnet**IDEG**

	kWu totalen van het jaar n-1 (2009)	kWu van het jaar n-1 (2009) aanleiding gevend tot een vrijstelling	kWuGR jaar n-1 (2009)	Overbelasting S (verhoudingsgewijs in € / kWu)	Globaal bedrag van de retributie R
De 0 à 5.000 kWu	10311 005	123 353	10187 652	0,001910	19 458
De 5.001 à 150.000 kWu	626233 495	7833 313	618400 182	0,001910	1181 144
De 150.001 à 1.000.000 kWu	211120 355	33486 157	177634 198	0,001612	286 420
> 1.000.000 kWu	122367 960	21517 902	100850 057	0,000554	55 870
< 10.000.000 kWu	29717 428	0	29717 428	0,000241	7 169
> 10.000.000 kWu	85735 598	0	85735 598	0,000121	10 334
	1085485 841	62960 726	1022525 115		1560 396

IGH

	kWu totalen van het jaar n-1 (2009)	kWu van het jaar n-1 (2009) aanleiding gevend tot een vrijstelling	kWuGR jaar n-1 (2009)	Overbelasting S (verhoudingsgewijs in € / kWu)	Globaal bedrag van de retributie R
Van 0 tot 5.000 kWu	59371 755	2391 451	56980 304	0,001910	108 832
Van 5.001 tot 150.000 kWu	5022578 938	61866 816	4960682 122	0,001910	9474 903
Van 150.001 tot 1.000.000 kWu	831236 281	233635 314	597600 967	0,001508	901 111
> 1.000.000 kWu	917407 712	115987 979	801419 732	0,000526	421 658
< 10.000.000 kWu	35245 273	1526 279	33718 994	0,000204	6 880
> 10.000.000 kWu	741653 015	13846 556	727806 429	0,000085	61 630
	7607492 975	429284 426	7178208 549		10975 014

INTERLUX

	kWu totalen van het jaar n-1 (2009)	kWu van het jaar n-1 (2009) aanleiding gevend tot een vrijstelling	kWuGR jaar n-1 (2009)	Overbelasting S (verhoudingsgewijs in €/ kWu)	Globaal bedrag van de retributie R
Van 0 tot 5.000 kWu	1129 001	777 338	351 662	0,001910	672
Van 5.001 tot 150.000 kWu	169045 015	2432 787	166612 228	0,001910	318 229
Van 150.001 tot 1.000.000 kWu	57819 169	6788 929	51030 239	0,001910	97 468
> 1.000.000 kWu	73827 890	2385 822	71442 069	0,001092	78 014
< 10.000.000 kWu	8542 539	0	8542 539	0,000413	3 529
> 10.000.000 kWu	144191 652	0	144191 652	0,000248	35 778
	454555 266	12384 876	442170 390		533 689

SEDILEC

	kWu totalen van het jaar n-1 (2009)	kWu van het jaar n-1 (2009) aanleiding gevend tot een vrijstelling	kWuGR jaar n-1 (2009)	Overbelasting S (verhoudingsgewijs in €/ kWu)	Globaal bedrag van de retributie R
Van 0 tot 5.000 kWu	14091 021	200 780	13890 241	0,001910	26 530
Van 5.001 tot 150.000 kWu	1720353 295	16395 444	1703957 851	0,001910	3254 559
Van 150.001 tot 1.000.000 kWu	299421 323	36793 183	262628 140	0,001769	464 529
> 1.000.000 kWu	222512 270	17092 259	205420 011	0,000639	131 186
< 10.000.000 kWu	28986 844	0	28986 844	0,000325	9 431
> 10.000.000 kWu	498447 088	0	498447 088	0,000138	68 885
	2783811 841	70481 666	2713330 175		3955 121

SIMOGEL

	kWu totalen van het jaar n-1 (2009)	kWu van het jaar n-1 (2009) aanleiding gevend tot een vrijstelling	kWuGGR jaar n-1 (2009)	Overbelasting S (verhoudingsgewijs in € / kWu)	Globaal bedrag van de retributie R kWu)
Van 0 tot 5.000 kWu	4619 963	91 969	4527 994	0,001910	8 648
Van 5.001 tot 150.000 kWu	413085 502	4995 902	408039 600	0,001910	779 451
Van 150.001 tot 1.000.000 kWu	75246 673	18823 256	56423 417	0,001910	107 769
> 1.000.000 kWu	134114 716	1016 324	133098 392	0,000682	90 737
< 10.000.000 kWu	11093 114	0	11093 114	0,000677	7 506
> 10.000.000 kWu	658392 987	0	658392 987	0,000352	231 912
	1296552 955	24927 451	1271625 504		1226 023

ALG

	kWu totalen van het jaar n-1 (2009)	kWu van het jaar n-1 (2009) aanleiding gevend tot een vrijstelling	kWuGGR jaar n-1 (2009)	Overbelasting S (verhoudingsgewijs in € / kWu)	Globaal bedrag van de retributie R kWu)
Van 0 tot 5.000 kWu	92046 116	361 389	91684 727	0,001910	175 118
Van 5.001 tot 150.000 kWu	3930235 717	45585 704	3884650 013	0,001910	7419 682
Van 150.001 tot 1.000.000 kWu	844847 690	184829 457	660018 233	0,001298	856 695
> 1.000.000 kWu	695663 728	87018 727	608645 001	0,000632	384 404
< 10.000.000 kWu	6315 032	0	6315 032	0,000632	3 988
> 10.000.000 kWu	579239 465	0	579239 465	0,000095	55 040
	6148347 748	317795 277	5830552 471		8894 928

Gasselwest
(Waalse gemeenten GRD)

		kWu totalen van het jaar n-1 (2009)	kWu van het jaar n-1 (2009) aanleiding gevend tot een vrijstelling	kWuGR jaarr n-1 (2009)	Overbelasting S (verhoudingsgewis in € / kWu)	Globaal bedrag van de tributte R
Van 0 tot 5.000 kWu	Schijf 1	3.265.574	4.496	3.261.078	0,001910	6.229
Van 5.001 tot 150.000 kWu	Schijf 2	116.369.520	1.880.407	114.489.113	0,001910	218.674
Van 150.001 tot 1.000.000 kWu	Schijf 3	13.107.741	796.410	12.311.331	0,001910	23.515
> 1.000.000 kWu	Schijf 4	27.167.296	0	27.167.296	0,001435	38.973
< 10.000.000 kWu	Schijf 5	56.449.954	0	56.449.954	0,000748	42.234
> 10.000.000 kWu	Schijf 6	156.311.206	0	159.311.206	0,000229	36.419
		375.671.291	2.981.313	372.989.978	366.044	

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 22 december 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Waals Parlement, 315 (2010-2011) - Nrs 1 t.e.m. 5.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 22 december 2010.

Mondeling Verslag. — Bespreking. Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 4340

[C — 2010/27257]

**22 DECEMBRE 2010. — Décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne
pour l'année budgétaire 2011 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2011, les recettes courantes de la Région wallonne sont évaluées à 6.081.190.000 euros, conformément au Titre I du tableau annexé au présent décret.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 2011, les recettes en capital de la Région wallonne sont évaluées à 547.644.000 euros, conformément au Titre II du tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Les impôts et les taxes perçus au profit de la Région existants au 31 décembre 2010 seront recouvrés pendant l'année 2011 d'après les lois, décrets, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à couvrir, par des emprunts, lesquels peuvent être émis tant en Belgique qu'à l'étranger, en euro qu'en monnaies étrangères :

1° le financement des dépenses budgétaires non couvertes par les recettes budgétaires;

2° le remboursement des emprunts et des obligations non encore amorties des emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères dont l'échéance finale se situe en 2011;

3° le remboursement par anticipation de tout ou partie d'emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels d'émission ou des conventions d'emprunt;

4° les opérations de gestion journalières du Trésor ou les opérations de gestion financière réalisées dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris les placements nécessaires à leur bonne fin.

§ 2. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à convertir, avec l'accord des porteurs et aux conditions du marché, tout ou partie d'emprunts existants en emprunts du type "Billets de trésorerie à long terme" et d'en adapter l'échéance.